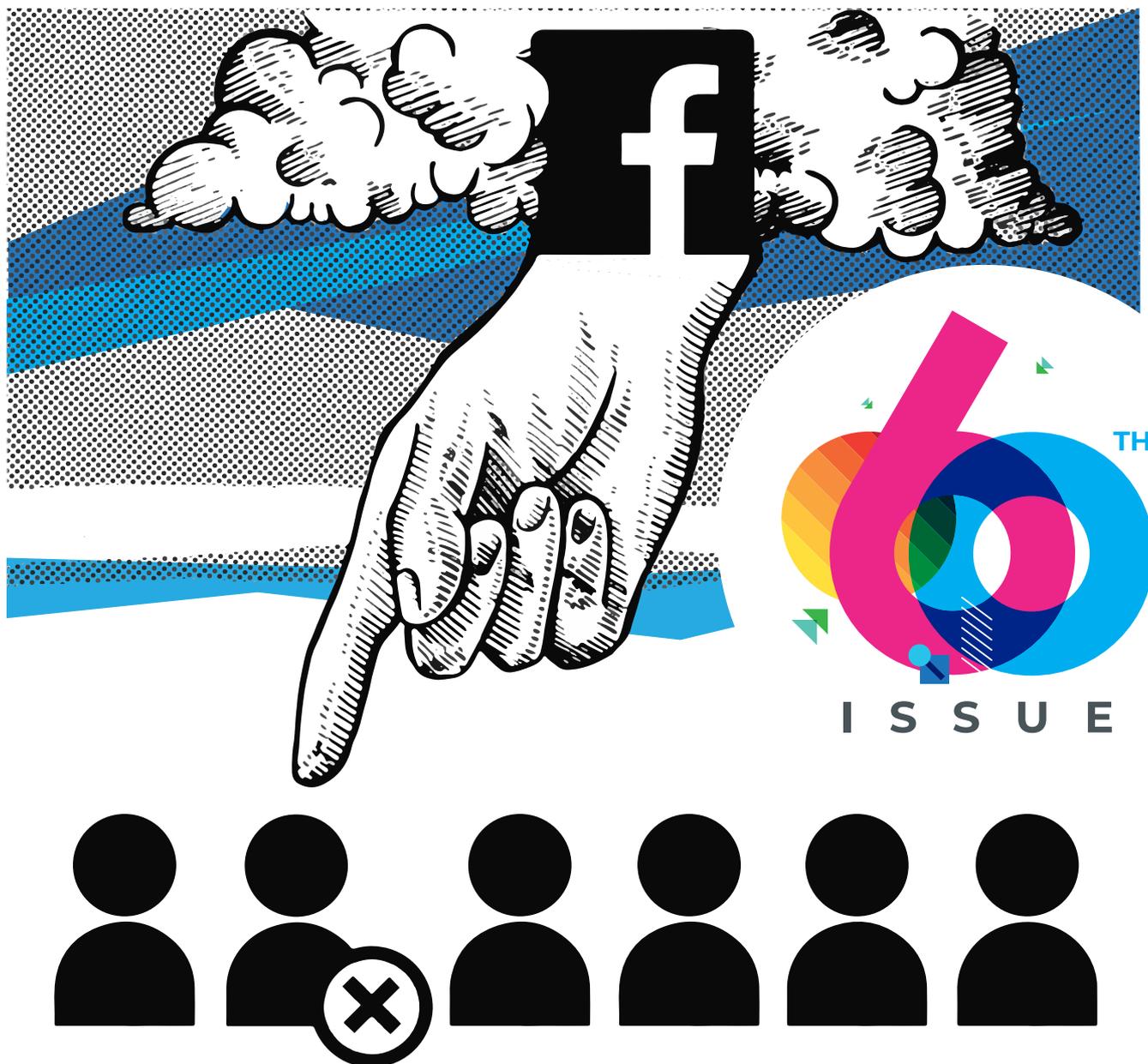


GENEVA INTERNET PLATFORM

digwatch

NEWSLETTER

Numéro 60 – Vendredi 4 juin 2021



(Pas) sur les réseaux sociaux

BAROMETRE

Un mois chargé pour les politiques numériques. Qu'est-ce qui est à l'agenda, qu'est-ce qui s'en éloigne et qu'est-ce qui émerge? Comme d'habitude, la cybersécurité, l'économie numérique et le contrôle des contenus sont en tête de liste.

[Pages 4-5](#)

BITCOIN

Quel est le niveau de volatilité du bitcoin? Un seul tweet peut le faire chuter de 30 000 dollars, mais il ne s'agit pas de n'importe quel tweet.

[Page 6](#)

RGPD

À l'occasion du troisième anniversaire du RGPD, nous faisons le point sur les sanctions prises au niveau national et européen, et sur les défis à relever au cours des trois prochaines années.

[Pages 8-9](#)

PIPELINE

La réponse du gouvernement américain à l'attaque du Colonial Pipeline (et à la brèche de SolarWinds) aura des effets bienvenus sur le secteur privé.

[Page 10](#)

Les principales tendances en mai : L'exclusion des plateformes pose question, les attaques aux rançongiciels s'accélèrent, et les monnaies virtuelles font les montagnes russes

Chaque mois, nous analysons des centaines de développements en cours afin d'identifier les tendances clés et les questions qui ont un impact pour les praticiens dans ces domaines. Voici ce qui a compté en mai.

1. L'exclusion des plateformes pose question

Au lendemain de la violente attaque du 6 janvier au capitol de Washington, une poignée d'entreprises des réseaux sociaux ont pris la décision de chasser de leurs plateformes l'un des hommes politiques les plus puissants.

L'exclusion de l'ancien président des États-Unis, Donald Trump, a provoqué une onde de choc parmi les dirigeants politiques. Une plateforme de médias sociaux, c'est-à-dire une entreprise privée, devrait-elle décider unilatéralement quel compte interdire ? Une interdiction n'équivaudrait-elle pas à une atteinte à la liberté d'expression d'une personne, affectant à la fois le politicien et l'électorat ?

Les responsables politiques ne seraient pas aussi inquiets si les entreprises qui prennent ces décisions n'étaient pas aussi populaires que Facebook, Twitter et YouTube. Mais ces plateformes comptent des milliards d'utilisateurs. Dans certaines parties du monde, Facebook fait office de point d'entrée sur internet, ce qui amplifie son importance. Bannir Trump de ces plateformes revient à le réduire au silence, avec toutes les conséquences que cela implique pour la liberté d'expression, quelle que soit la controverse qu'il suscite.

Mais il y a un autre enjeu : la raison de l'interdiction de Trump est que ses messages sur les réseaux sociaux ont été considérés comme ayant incité ou contribué à la violente attaque au capitol, au cours de laquelle cinq personnes ont été tuées. Cela soulève une foule d'autres questions. Comment interpréter les limites à la liberté d'expression ? Et qui doit les faire respecter sur les réseaux sociaux ?

Ces questions ont refait surface en mai, lorsque le conseil de surveillance de Facebook a confirmé que l'entreprise avait eu raison de bannir Trump, mais tort de le bannir indéfiniment, et le fera à nouveau en réponse à la dernière décision de Facebook de bannir Trump pour deux ans (ce qui sera en contradiction avec une nouvelle loi en Floride).

Les experts en droits de l'homme estiment que l'approche américaine, vieille de plusieurs générations, d'un droit presque absolu à la liberté d'expression est en train d'évoluer.

Lorsque Twitter a annoncé qu'il commencerait à vérifier les faits dans les tweets de Trump en mai 2020, Mark Zuckerberg de Facebook a critiqué cette initiative. Un mois plus tard, Facebook a annoncé qu'il apposerait des étiquettes d'avertissement sur les publications qui violent ses politiques.

Le conseil de surveillance de Facebook, créé pour agir comme une cour d'appel, a commencé à entendre ses premières affaires en décembre dernier. Les décisions du conseil sont contraignantes pour l'entreprise. Le fait que Trump ait été banni de plusieurs plateformes confirme encore le virage pris par les États-Unis en matière de liberté d'expression. Tout comme la confirmation par l'Oversight Board que l'entreprise a eu raison de le faire.

Trump a mis à l'épreuve une approche multiséculaire. Le résultat est un changement dans la façon dont le premier amendement américain est interprété. L'approche du « tout est permis » trouve ses limites.

2. Les attaques aux rançongiciels deviennent plus sévères

En mai, deux attaques par rançongiciels ont paralysé des infrastructures critiques dans deux pays : Le Colonial Pipeline aux États-Unis, qui fournit du gaz à près de la moitié de la côte est (*plus d'informations en page 10*) et le système de santé irlandais, qui a obligé les hôpitaux à ralentir les tests COVID-19 et à annuler des rendez-vous. De nombreuses autres attaques ont eu lieu au cours du mois, dont celle contre le producteur de viande JBS.

Ce n'est pas la première fois que les rançongiciels mettent à genoux des infrastructures critiques. En 2017, les attaques Wannacry et notPetya ont touché des pays du monde entier.

Une différence majeure est que les attaques de 2021 ont été menées par des acteurs non étatiques. Les victimes des attaques de mai 2021 ont également réagi différemment : Colonial a payé une rançon de près de 5 millions de dollars américains, tandis que l'Irlande a refusé de payer. Pourtant, le résultat est similaire. Une poignée de pirates informatiques ont été capables de paralyser des

industries entières dans certains des pays les plus développés du monde.

Cela montre à quel point certains systèmes sont encore vulnérables, les attaques plus sophistiquées, la société dépendante de la technologie et à quel point tout le monde peut être rançonné.

3. Les monnaies virtuelles font les montagnes russes

La hausse et la baisse vertigineuses du prix du bitcoin montrent à quel point le marché des monnaies virtuelles est volatile. Les prix sont particulièrement sensibles à la manière dont le marché est contrôlé, aux projets de régulation proposés par les décideurs politiques et aux propos de certains « influenceurs » sur les réseaux sociaux. *Rendez-vous aux pages 6 et 7 pour une analyse approfondie des développements du mois de mai.*

Parmi les préoccupations des gouvernements figure le bien-être financier de leurs citoyens. Aucun gouvernement ne souhaite voir des milliards de dollars disparaître du bilan personnel de ses citoyens à cause d'un tweet d'Elon Musk.

Une façon d'apaiser ces préoccupations est de renforcer la surveillance réglementaire, comme ce que le Trésor américain propose pour les transferts de plus de 10 000 dollars. Une approche plus rigide, comme celle de la Chine, consiste à interdire l'extraction et le commerce de crypto-monnaies privées, optant plutôt pour la création d'une monnaie numérique de banque centrale (CBDC).

La Chine n'est pas le seul pays à travailler sur sa CBDC. Un rapport récent de Bison Trails, l'un des partenaires de Facebook Libra (désormais connu sous le nom de Diem), indique qu'il existe désormais plus de 40 projets nationaux, dont e-Krona (Suède), e-Peso (Uruguay), Project Stella (UE et Japon), Singapore Dollar (Singapour), RBA DLT (Australie) et m-CBDC Bridge (Thaïlande, Hong Kong, EAU et Chine). L'Afrique du Sud rejoindra bientôt cette liste.

Les changements de réglementation aux États-Unis et en Chine ont généralement des répercussions dans le monde entier. Mais c'est la nature centralisée de la CBDC (c'est-à-dire régie par une banque centrale, contrairement aux crypto-monnaies) qui est désormais trop attrayante pour que les gouvernements l'ignorent.



Dans un esprit d'altruisme, les cybercriminels ont « noblement » tweeté qu'ils allaient commencer à pré-vérifier leurs cibles afin d'éviter de créer des problèmes pour la société. (Quelques jours plus tard, ils ont annoncé qu'ils interrompaient leurs activités.)

Les développements de la politique numérique qui ont fait la une en mai

Le paysage de la politique numérique évolue quotidiennement. Notre objectif est de faire gagner du temps aux praticiens. Nous décodons, contextualisons et analysons les évolutions en cours, en proposant une mise à jour succincte et fiable. Vous trouverez plus de détails dans chaque mise à jour sur l'observatoire *Digital Watch*.[🔗](#)



neutre

Architecture mondiale de la GI

La dernière semaine du Forum SMSI 2021 a mis en lumière les défis et les opportunités de la transformation numérique.[🔗](#)

Les cyberattaques ont fait partie des sujets abordés lors de la rencontre entre les États-Unis et la Chine en Alaska.[🔗](#)



en baisse

Développement durable

Le Zimbabwe a lancé son deuxième centre d'information communautaire pour favoriser l'inclusion numérique.[🔗](#) L'Afrique du Sud envisage d'intégrer l'inclusion financière dans sa nouvelle politique industrielle.[🔗](#) L'Australie a engagé 1,2 milliard de dollars australiens pour stimuler l'économie numérique.[🔗](#)



en progression

Sécurité

Le sixième GGE des Nations Unies a adopté un rapport consensuel.[🔗](#) L'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé les grandes lignes et les modalités des activités futures d'un nouveau comité ad hoc sur la cybercriminalité.[🔗](#)

L'opérateur de pipelines américain Colonial Pipeline,[🔗](#) le producteur de viande JBS[🔗](#) et le réseau de santé irlandais[🔗](#) ont été la cible d'attaques par rançongiciels, affectant leurs opérations. Selon Microsoft, les pirates de SolarWinds ont ciblé 150 organisations dans 24 pays, la plupart impliquées dans des activités humanitaires et de défense des droits de l'homme.[🔗](#) Le réseau informatique du gouvernement belge a été mis hors service à la suite d'une cyberattaque DDoS.[🔗](#)

Le président américain Biden a publié un décret sur l'amélioration de la cybersécurité du pays.[🔗](#)



en progression

Le commerce électronique et l'économie de l'internet

Le Tribunal de l'UE a annulé la décision de la Commission européenne accusant le Luxembourg d'accorder un traitement fiscal spécial à Amazon.[🔗](#)

La Commission européenne a présenté des projets de cadre pour l'impôt sur les sociétés.[🔗](#) Les pays du G7 font progresser les discussions en vue d'un accord sur la fiscalité.[🔗](#)

L'Italie a infligé une amende de 100 millions d'euros à Google pour abus de position dominante sur le marché.[🔗](#) L'autorité allemande de la concurrence a ouvert des enquêtes sur la position dominante de Google sur le marché et sur ses pratiques en matière de traitement des données.[🔗](#) Le procureur général de Washington a engagé une action antitrust contre Amazon.[🔗](#)

L'administration Biden a proposé que les transferts de crypto-monnaies de plus de 10 000 USD soient déclarés à l'administration fiscale.[🔗](#) La Chine a réitéré l'interdiction faite aux institutions financières et aux sociétés de paiement de fournir tout service impliquant des crypto-monnaies.[🔗](#) L'Iran a interdit le *mining* (ou extraction) de crypto-monnaies pendant quatre mois pour éviter les pannes d'électricité.[🔗](#)



low relevance

Infrastructure

La pénurie mondiale de semi-conducteurs devrait durer au moins quelques années supplémentaires.[🔗](#)

L'Inde a exclu les entreprises chinoises des essais de la 5G.[🔗](#)

La France a lancé une stratégie nationale pour l'informatique en *cloud*.[🔗](#)



neutre

Droits humains

WhatsApp a ralenti le déploiement de sa nouvelle politique de confidentialité dans plusieurs pays (dont l'Argentine, [le Brésil](#), [l'Allemagne](#), [et l'Inde](#)) en raison d'examen réglementaire.

WhatsApp a intenté un procès au gouvernement indien pour empêcher l'entrée en vigueur des nouvelles règles relatives à l'internet.

L'Allemagne [et la Biélorussie](#) ont adopté de nouvelles lois sur la confidentialité et la protection des données.



en progression

Politique des contenus

Facebook a décidé d'interdire Donald Trump pendant deux ans, [après que son conseil de surveillance a jugé que, bien que l'interdiction soit justifiée, la sanction devait être réexaminée](#) [La Floride a adopté une loi interdisant les interdictions permanentes des réseaux sociaux.](#)

Un tribunal russe a condamné Facebook et Google à une amende pour ne pas avoir supprimé des contenus jugés illégaux. [La Chine a annoncé de nouvelles mesures pour lutter contre les contenus en ligne « malsains ».](#)

La Commission européenne a publié des orientations pour renforcer son code de pratique sur la désinformation.



neutre

Questions juridiques

La Haute Cour irlandaise a rejeté un recours de Facebook concernant le transfert de données vers les États-Unis.

La Cour européenne des droits de l'homme a estimé que l'interception massive de données de communication constitue une violation du droit au respect de la vie privée et de la liberté d'expression.

La Russie a demandé aux plateformes internet de stocker les données des utilisateurs russes dans des bases de données à l'intérieur du pays d'ici le 1er juillet.



neutre

Nouvelles technologies (IdO, IA, etc.)

Amazon a prolongé l'interdiction faite à la police américaine d'utiliser sa technologie de reconnaissance faciale. [Des groupes de défense des droits civils ont porté plainte contre la société Clearview AI, spécialisée dans la reconnaissance faciale, dans cinq États européens.](#)

Les institutions de l'UE se sont mises d'accord sur la proposition d'un certificat numérique COVID.

L'Allemagne a annoncé un investissement de 2 milliards d'euros dans l'informatique quantique. [L'Administration des aliments et des médicaments américaine a publié des directives sur les interfaces cerveau-ordinateur implantées.](#)

#ICYMI : L'Espagne considère les livreurs de repas comme des employés

Les applications de livraison de repas opérant en Espagne ont trois mois pour classer leurs livreurs comme des employés, [selon une nouvelle loi](#). Cette loi intervient après que la Cour suprême a statué en 2020 que les entreprises de la *gig economy* devaient engager leurs coursiers en tant que salariés.

Les pays d'Europe, y compris l'UE, revoient le statut professionnel des chauffeurs et des coursiers, dans le but de leur accorder davantage de protections.

Credit: Robert Anasch @diesektion

Le Bitcoin dans les montagnes russes

Après avoir chuté de 50 % par rapport à son record absolu de 59 000 dollars US et avoir plongé à 30 000, de nombreux observateurs ont pensé que le temps du bitcoin était révolu. Bien que le bitcoin ait tenu le coup, cela a montré – une fois de plus – à quel point le prix du bitcoin est volatile en réaction aux changements de réglementation... et aux tweets d'Elon Musk.

La dynamique qui a envoyé le bitcoin dans ses montagnes russes trouve son origine dans un tweet du PDG de Tesla, Elon Musk, qui a déclaré que l'entreprise n'accepterait plus le bitcoin comme moyen de paiement, contrairement à une annonce antérieure. Cette politique a été mise à jour pour des raisons environnementales, a précisé M. Musk. Bien que le bitcoin représente moins de 1 % de la consommation mondiale d'électricité, il s'agit d'une grande quantité, surtout lorsque l'on observe qu'une partie de cette électricité provient du charbon.

Ce qui a suivi, une heure à peine après le tweet de Musk, est un bel exemple de vente de panique. Une grande quantité de bitcoins a été instantanément reconvertie en dollars américains. Le bitcoin s'est stabilisé peu après, mais sa valeur était encore inférieure de 50 % à son prix record du mois de mai.

La nouvelle selon laquelle la banque centrale chinoise a réitéré son interdiction des crypto-monnaies a continué d'alimenter les fluctuations du prix du bitcoin. L'interdiction n'était en fait pas nouvelle : début 2020, la Chine avait annoncé qu'elle interdisait aux institutions financières d'en faire le commerce avec des crypto-monnaies.

Des informations ont également fait état de **la fermeture d'une importante industrie de mining de bitcoins dans**

l'intérieur de la Chine, en raison de préoccupations environnementales. Certains observateurs ont noté que cette mesure s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par ce pays pour atteindre ses objectifs en matière d'émissions de CO2. L'exode des mineurs a permis à des mineurs d'autres pays de s'emparer des opérations laissées vacantes. Des responsables du gouvernement chinois ont confirmé qu'ils allaient commencer à réprimer les comportements en matière d'extraction et de commerce de bitcoins.

Un autre plongeon du prix du bitcoin s'est produit en réaction à la proposition du Trésor américain de déclarer les transferts de crypto-monnaies de plus de 10 000 dollars américains à l'administration fiscale. Le fait que le gouvernement ne puisse pas confisquer les fonds en monnaies virtuelles, ou ordonner la fermeture des réseaux, est une caractéristique convoitée de ces actifs. Sans cela, les crypto-monnaies cessent d'être aussi attrayantes pour ceux souhaitant déplacer des sommes importantes.

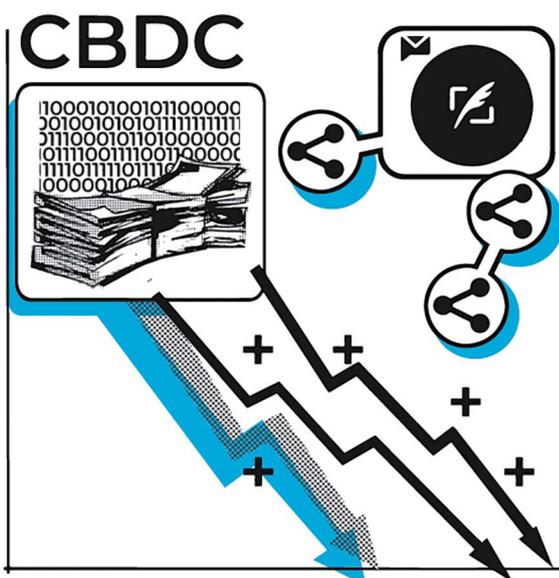
Il est très probable que l'administration Biden, dans le cadre de nouvelles règles fiscales, introduise des limitations aux échanges. En cas de succès, cela pourrait potentiellement ralentir le volume des échanges aux États-Unis et, par conséquent, le reste du marché des crypto-monnaies.

Le prix du bitcoin a également baissé en réaction aux attaques de rançongiciels à grande échelle, signalées en mai. Il s'agit notamment de l'attaque du Colonial Pipeline et de celle visant le système de santé irlandais. Dans les deux cas, les auteurs ont exigé une rançon en bitcoins. Cela a renforcé l'idée que les crypto-monnaies sont une solution de choix pour les criminels.

Les amateurs de bitcoins n'ont pas eu besoin de ces récentes attaques pour se rendre compte que les cybercriminels utilisent de plus en plus les crypto-monnaies à des fins illégales, comme le blanchiment d'argent. Les gouvernements s'inquiètent depuis longtemps de ce problème et ont lentement introduit des réglementations visant les monnaies virtuelles. L'industrie a également investi dans des solutions financières et technologiques pour examiner et suivre les entrées de la blockchain.

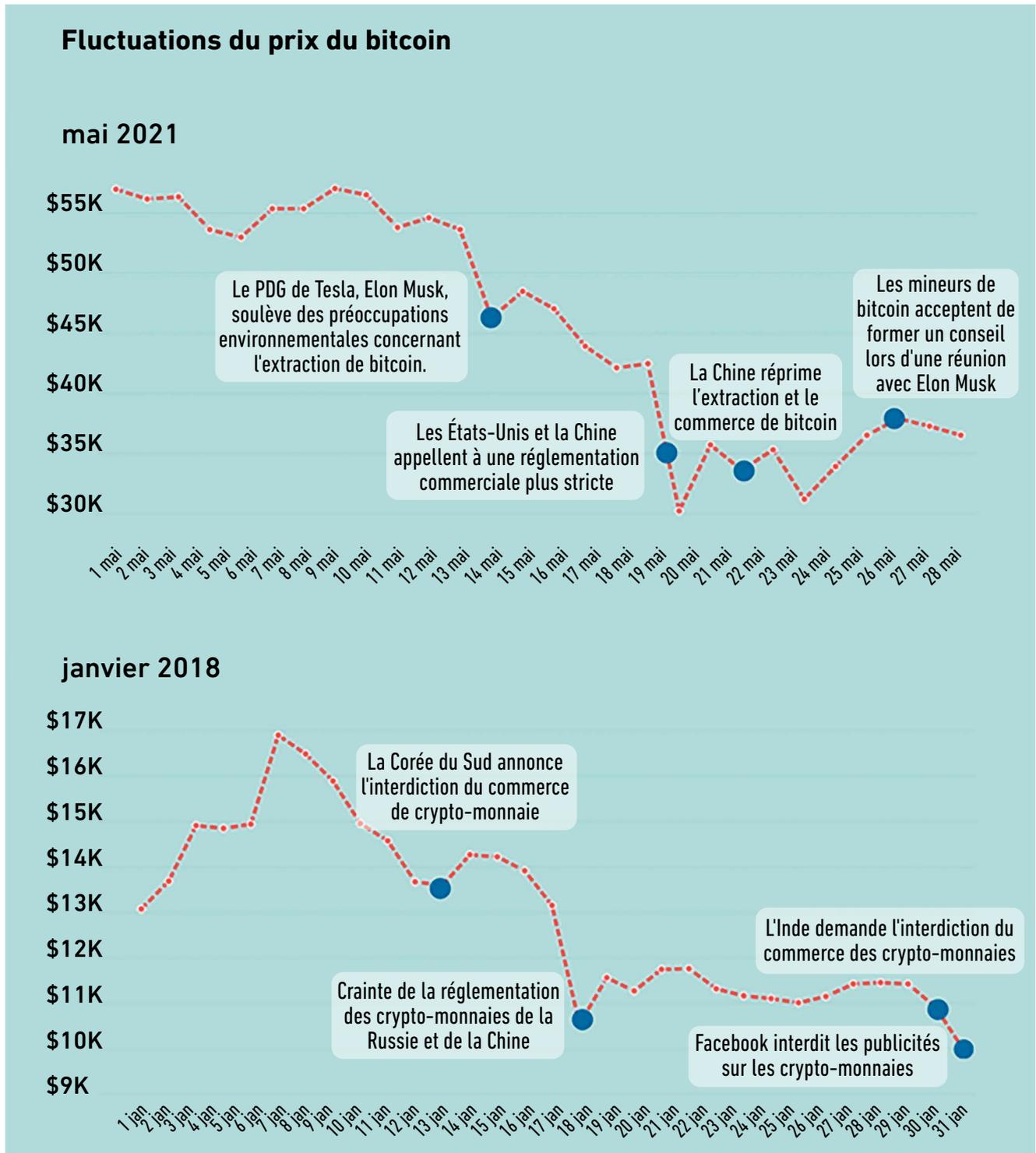
Les réglementations visent non seulement à contrer les abus, mais aussi à protéger les citoyens des dommages financiers causés par les fluctuations sauvages. Les gouvernements savent que les crypto-monnaies sont de piètres réserves de valeur, principalement en raison de l'intense spéculation dont elles font l'objet. Pourtant, les crypto-monnaies sont autant un phénomène financier que culturel.

Comme c'est généralement le cas pour de nombreux marchés d'investissement, le prix du bitcoin est sensible à la spéculation publique, à la peur et à l'incertitude, ainsi qu'à



d'autres éléments déclencheurs. Les marchés financiers réglementés, tels que les marchés des obligations, des actions ou des devises, sont étroitement surveillés par les

autorités financières. Cependant, le marché hautement spéculatif du bitcoin et l'absence de surveillance font que les investisseurs ne sont pas toujours sûrs de leur coup.



Les annonces et les tweets, et leur impact sur les prix du bitcoin.

Le RGPD a 3 ans: le point sur son application

Le 25 mai, le règlement général sur la protection des données de l'UE a célébré le troisième anniversaire de son entrée en vigueur. Pendant toute cette période, le règlement a porté la question de la protection des données à l'attention de tous, des citoyens aux entreprises, des administrations nationales à ce que l'UE appelle les pays tiers.

Une grande partie de l'attention s'est portée sur les amendes et les sanctions importantes que ce règlement prévoit désormais en cas de violation à la protection des données. Le montant total des amendes infligées s'élève à environ 300 millions d'euros.

On observe également une tendance : Les sanctions ont augmenté au fil des ans, et par conséquent, le montant total des amendes également.

Derrière cette tendance se cache un mélange divers de pratiques et de mesures prises par les pays de l'UE. Cinq pays – l'Italie, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne – sont à l'origine de la grande majorité des amendes liées au RGPD.

La somme totale des amendes est la plus élevée en Italie, suivie de près par la France. L'Espagne est l'État membre qui a émis le plus grand nombre d'amendes individuelles, bien plus que tout autre pays. En termes de motifs juridiques, l'insuffisance de la base juridique du traitement des données et l'absence de mesures techniques et organisationnelles sont les principales justifications des amendes.

Le fait que l'Irlande n'apparaisse pas dans ce classement est frappant, mais relativement peu surprenant. Chargée de réglementer les nombreuses plateformes internet ayant leur siège sur son territoire, notamment Google et Facebook, la Commission irlandaise de protection des données (DPC) a jusqu'à présent suivi un rythme lent dans l'application du GDPR – trop lent, comme beaucoup l'estiment.

De nombreuses enquêtes visant des géants de la technologie sont actuellement en cours. La dernière en date porte sur les pratiques de Facebook à la suite de la fuite massive de données survenue en avril. La moitié des 27 enquêtes transfrontalières de l'autorité irlandaise sont liées à Facebook et à ses services WhatsApp et Instagram. La lenteur des enquêtes va à l'encontre de l'exigence du RGPD de traiter les plaintes « sans délai ». Cela a mécontenté le Parlement européen, et les députés européens demandent maintenant à la Commission européenne de lancer des procédures d'infraction.

En réponse aux critiques concernant les actions limitées de la DPC, Helen Dixon, chef de cette autorité, accuse le « mécanisme de guichet unique » de ralentir le processus d'application et de drainer les ressources administratives. Ce mécanisme créé par le RGPD définit le processus par lequel les autorités nationales de protection des données coordonnent et prennent des décisions dans le cas d'enquêtes transfrontalières.

D'autres autorités nationales n'ont pas hésité à infliger de lourdes sanctions. **L'amende la plus élevée enregistrée à**



Somme cumulée des amendes RGPD entre 2018 et 2021 (Source: www.enforcementtracker.com)

Pays	Sommes des amendes
ITALIE	€ 76,271,601 (77 amendes)
FRANCE	€ 54,551,300 (14 amendes)
ALLEMAGNE	€ 49,186,833 (30 amendes)
ROYAUME-UNI	€ 44,221,000 (4 amendes)
ESPAGNE	€ 29,519,410 (229 amendes)
SUEDE	€ 12,332,430 (17 amendes)
PAYS-BAS	€ 5,552,500 (12 amendes)
BULGARIE	€ 3,210,690 (20 amendes)
POLOGNE	€ 2,061,498 (24 amendes)
NORVEGE	€ 1,316,550 (27 amendes)

Pays européens où les amendes sont les plus élevées
(Source: www.enforcementtracker.com)

ce jour a été infligée par l'autorité française de protection des données (CNIL), avec une pénalité de 50 millions d'euros contre Google en 2019.

La raison de cette méga-pénalité est le manque de transparence de la part de Google et des informations inadéquates fournies par cette entreprise envers ses utilisateurs. La

société n'avait pas obtenu le consentement, pourtant requis, des utilisateurs avant de mettre en œuvre des mécanismes de personnalisation de ses publicités.

L'enquête a été initialement déclenchée par des plaintes collectives des associations None Of Your Business (noyb) et La Quadrature du Net. Plusieurs plaintes de ces groupes de la société civile sont toujours en cours d'instruction en France, en Allemagne, en Suède et en Autriche. La dernière en date est la plainte déposée par plusieurs organisations de défense des droits numériques auprès des autorités de protection des données de toute l'Europe, le 26 mai, contre la société de reconnaissance faciale Clearview AI.

Les écarts entre les amendes infligées par certains pays de l'UE par rapport à d'autres en disent long sur l'application du RGPD, et sur ce qui se passera dans les trois prochaines années. Les déséquilibres existants créent une frustration légitime des utilisateurs et entraînent une concurrence déloyale entre les entreprises.

Cette réticence « ne conduit pas seulement à des violations flagrantes des droits des citoyens, mais aussi à une concurrence déloyale », soutient noyb. « Certains acteurs du marché européen peuvent ne pas ressentir le besoin de se conformer, tandis que d'autres s'inquiètent de l'éventualité d'amendes. »

Les observateurs plaident désormais pour une réforme de la législation sur la protection des données au niveau de l'UE, arguant que le RGPD n'est pas adapté à sa finalité et qu'il devrait évoluer. Ce débat va s'accélérer, à mesure que d'autres acteurs rejoignent la cause. Les déséquilibres dans l'application du RGPD seront le plus grand défi pour l'UE et ses États membres dans les années à venir.

	Contrôleuse	Secteur	Pays	Amende [€]	Type de violation	Date
1	Google Inc.	Medias, Telecoms et diffuseurs	FRANCE	50,000,000	Base juridique insuffisante pour le traitement des données	21 Jan 2019
2	H&M Hennes & Mauritz Online Shop A.B. & Co. KG	Emploi	ALLEMAGNE	35,258,708	Base juridique insuffisante pour le traitement des données	01 Oct 2020
3	TIM (telecommunications operator)	Medias, Telecoms et diffuseurs	ITALIE	28,800,000	Base juridique insuffisante pour le traitement des données	15 Jan 2020
4	British Airways	Transport et énergie	ROYAUME-UNI	22,046,000	Mesures techniques et organisationnelles insuffisantes pour assurer la sécurité des informations	16 Oct 2020
5	Marrriott International, Inc.	Logement et secteur hôtelier	ROYAUME-UNI	20,450,000	Mesures techniques et organisationnelles insuffisantes pour assurer la sécurité des informations	30 Oct 2020

Top 5 des amendes GDPR (Source: www.enforcementtracker.com)

Attaque du Colonial Pipeline: Forcer la main des Etats-Unis?

Le 8 mai, Colonial Pipeline, l'un des plus grands exploitants d'oléoducs et de gazoducs des États-Unis, a été contraint d'interrompre ses activités et de geler ses systèmes informatiques à la suite d'une attaque par rançongiciels. Près de la moitié de la côte est a été touchée. [🔗](#)

Le groupe russe DarkSide, confirmé par le FBI comme l'acteur (non étatique [🔗](#)) à l'origine de l'attaque, est connu pour ne s'attaquer qu'aux pays anglophones et éviter complètement les anciens pays soviétiques. [🔗](#)

Pour tenter de rétablir rapidement ses activités, Colonial a payé environ 75 bitcoins, [🔗](#) soit l'équivalent de 4,4 millions de dollars américains. [🔗](#) L'entreprise a reçu le logiciel de décryptage – bien qu'il s'agisse d'un outil très lent – des pirates peu de temps après. [🔗](#) Colonial a redémarré ses activités cinq jours plus tard. [🔗](#) Il a fallu quelques jours de plus pour que la chaîne d'approvisionnement revienne à la normale.

L'attaque du pipeline a mis une pression supplémentaire sur le gouvernement américain pour qu'il repense son approche de la cybersécurité. L'annonce par DarkSide de l'arrêt de ses activités [🔗](#) n'est pas rassurante, car les criminels pourraient facilement se regrouper sous un nouveau nom. De plus, il existe des centaines d'autres acteurs malveillants qui se cachent sur le dark web. Comme nous l'avons écrit le mois dernier à propos de l'attaque de SolarWinds, [🔗](#) les experts se sont demandé si les États-Unis devaient renforcer leurs défenses. [🔗](#)

Le président Joe Biden a répondu par un décret sur la sécurisation des chaînes d'approvisionnement américaines. [🔗](#)

signé le 12 mai. Trois éléments sont particulièrement importants.

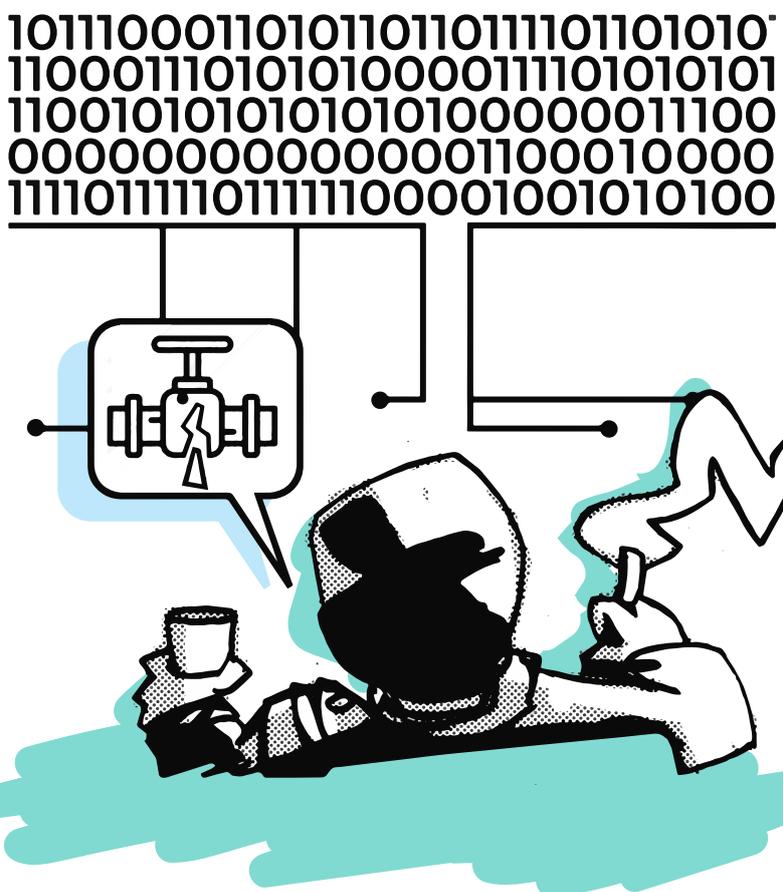
Le premier est que l'Institut national des normes et de la technologie (NIST) prendra la tête du développement de nouvelles normes de sécurité. Cela aura un impact direct sur l'industrie produisant des logiciels critiques, mais s'étendra éventuellement aux logiciels grand public.

Le second est que le décret ouvre la voie à une collaboration plus étroite entre le ministère de la défense et le ministère de la sécurité intérieure afin de détecter et de répondre rapidement aux attaques contre les réseaux fédéraux. En outre, les entreprises sont tenues de partager les informations relatives aux violations susceptibles d'avoir un impact sur les systèmes gouvernementaux.

Troisièmement, un nouveau comité d'examen de la cybersécurité sera chargé d'examiner les cyberincidents importants. Il sera coprésidé par des responsables du gouverne-

ment et du secteur privé – un signal clair que les deux parties prenantes ont besoin l'une de l'autre.

Ce qui ressort donc, c'est que **si le décret vise à protéger les systèmes fédéraux, il aura également un impact sur la protection des infrastructures critiques aux États-Unis.** Comme l'ont fait remarquer des observateurs du secteur privé, « à bien des égards, l'outil le plus puissant du gouvernement fédéral pour influencer le secteur privé est son propre pouvoir d'achat. En incluant des exigences de cybersécurité dans les contrats d'achat, le gouvernement peut influencer une grande partie du secteur privé. » [🔗](#)



Développements politiques dans la Genève internationale

De nombreux débats politiques ont lieu chaque mois à Genève. Dans cet espace, nous vous informons de tout ce qui s'est passé en mai. Pour d'autres comptes rendus d'événements, visitez la section *Past Events* sur l'observatoire du *GIP Digital Watch*.

COVID-19, La santé menacée : Une perspective cyber [18 mai 2021](#)

Cet événement, organisé par les Missions permanentes du Royaume des Pays-Bas et de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies, a exploré les pistes d'action de la communauté internationale pour assurer la protection et la résilience du secteur de la santé, qui a été la cible de cyberattaques malveillantes pendant la pandémie.

Les cyberattaques contre le secteur, qui sont inévitables en raison des diverses possibilités pour les criminels de récolter des avantages financiers, compromettent la confiance des sociétés, perturbent les services de santé et mettent des vies en danger. Il convient d'adopter une approche préventive en préparant davantage le secteur de la santé à se défendre contre les cyberattaques, en

investissant constamment dans les ressources financières et technologiques et en renforçant les capacités requises.

Une approche globale, coordonnée, multidimensionnelle et multipartite est essentielle pour assurer la cyber-résilience du secteur de la santé. Il faut pour cela reconnaître la cybersécurité comme une infrastructure critique, engager la responsabilité des États pour traduire les groupes criminels en justice, rendre opérationnels les instruments juridiques et techniques et renforcer les mécanismes de coopération interétatique en matière d'application de la loi. La société civile peut également jouer un rôle actif en documentant ce qui arrive aux gens et en transmettant les informations et les risques pertinents aux décideurs politiques.

Road to Bern via Geneva Dialogue : Données environnementales [19 mai 2021](#)

Le 6e dialogue, organisé conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Réseau environnemental de Genève, a examiné comment utiliser les données et les technologies numériques pour faire progresser le commerce durable et la transparence environnementale.

La discussion s'est déroulée en deux sessions. Le premier panel a donné un aperçu des différentes questions relatives à la transparence du commerce et de l'environnement, en soulignant les différentes façons dont les technologies, les outils et les données numériques peuvent soutenir la transparence et favoriser un commerce plus durable. Le deuxième panel a traité des passeports numériques de produits et de leurs implications pour l'environnement et le commerce.

Naviguer dans la Genève numérique : Tournée de l'environnement numérique [26 mai 2021](#)

La table ronde, organisée par la Geneva Internet Platform dans le cadre de la série *12 tournées pour naviguer dans la Genève numérique*, a débattu de l'interaction entre les technologies numériques et l'environnement. La discussion a été abordée sous deux angles : les données et l'économie circulaire.

Des outils sophistiqués d'IA sont déjà utilisés pour des analyses numériques complexes liées aux prévisions météorologiques, et parallèlement, des travaux sont en cours pour déterminer comment les derniers développements technologiques, notamment ceux concernant la collecte et l'analyse de données aériennes, peuvent contribuer à favoriser la biodiversité dans la grande région genevoise. *Lisez le rapport de l'événement*.



WSIS FORUM 2021

Starting from January
Final Week 17-21 May 2021

Forum 2021 du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)

Co-organisée par l'UIT, l'UNESCO, le PNUD et la CNUCED, l'édition 2021 du Forum du SMSI a débuté le 25 janvier et s'est achevée par une semaine finale du 17 au 25 mai. Le GIP a fait un compte-rendu détaillé des sessions de la dernière semaine. Accédez aux rapports sur notre page dédiée.

Ce qu'il faut surveiller : Événements relatifs à la politique numérique mondiale en juin

Jetons un coup d'œil au calendrier de la politique numérique mondiale. Voici ce qui se déroulera le mois prochain dans le monde entier. Pour encore plus d'événements, visitez la section Events de l'observatoire *Digital Watch*.

7-11 juin, RightsCon (en ligne)

Organisé par AccessNow, RightsCon célèbre son 10ème anniversaire avec un programme de plus de 500 sessions, réparties en 20 catégories de programmes. Celles-ci comprennent le contrôle du contenu, l'accès à internet, la démocratie et les élections, la résistance de la société civile et l'IA.

14 juin, NATO Summit (Bruxelles, Belgique)

La 31e réunion officielle du sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN portera sur les décisions relatives à l'agenda OTAN 2030, sur la menace du terrorisme, les cyberattaques, les technologies émergentes et perturbatrices, et sur l'impact du changement climatique sur la sécurité.

28-30 juin, EuroDIG 2021 (en ligne)

Le forum régional sur la gouvernance de l'internet abordera les questions d'accès et d'alphabétisation, le développement de l'écosystème de la gouvernance de l'internet, les droits de l'homme, l'innovation et les questions économiques, les médias et le contenu, la sécurité et la criminalité, ainsi que les questions techniques et opérationnelles. Des sessions spéciales seront organisées sur la gouvernance verte de l'internet et la durabilité, le rôle de l'Europe dans la gestion de l'interdépendance numérique, les nouvelles propositions de l'UE sur la cybersécurité et la (re)création d'une sphère publique de confiance dans le paysage médiatique européen.

juin

11-13 juin, G7 (Cornouailles, Royaume-Uni)

Visant à « mieux reconstruire après le coronavirus », la réunion du G7 a fixé comme priorités politiques (a) de mener la reprise mondiale après le coronavirus, (b) de défendre le commerce libre et équitable pour promouvoir la prospérité, (c) de lutter contre le changement climatique et (d) de promouvoir des valeurs communes telles que le développement mondial et la démocratie, en soutenant l'éducation des filles, la sécurité alimentaire, la santé et le financement du développement durable. Les dirigeants devraient également parvenir à un accord sur le projet d'une taxe numérique. Le G7 est présidé par le Royaume-Uni, qui a étendu l'invitation à la réunion à l'Australie, à l'Inde, à la Corée du Sud et à l'Afrique du Sud.

14-17 juin, ICANN 71 (en ligne)

Le forum politique de l'ICANN 71 se tiendra sous la forme d'une réunion publique virtuelle, précédée d'une semaine préparatoire. Au cours du forum, les organisations de soutien de l'ICANN, le comité consultatif et la communauté élargie de l'ICANN discuteront de diverses questions relatives à l'activité de l'ICANN et à la gestion du système des noms de domaine.

juil

À propos de ce numéro

Note de la rédaction : Un grand merci à tous nos lecteurs de nous suivre mois après mois, au nom de toutes les personnes qui font briller nos newsletters.

Numéro 60 de la lettre d'information *Digital Watch*, publié le 4 juin 2021 par la Geneva Internet Platform et la DiploFoundation | Contributeurs : Katarina Anđelković, Stephanie Borg Psaila (éditrice), Andrijana Gavrilović, Tereza Horejšova, Pavlina Ittelson, Arvin Kamberi, Marco Lotti, Boris Ohanyan, Virginia (Ginger) Paque, Clément Perarnaud, Nataša Perućica et Sorina Teleanu | Traducteur de l'édition française: Clément Perarnaud | Edition et conception : Dorijan Najdovski, Aleksandar Nedeljkov, Viktor Mijatović et Mina Mudrić | Contact : digitalwatch@diplomacy.edu

En couverture

(Pas) sur les réseaux sociaux. Credit: Vladimir Veljasević

© DiploFoundation (2021) <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

La Geneva Internet Platform est une initiative de

